

Lettre à des amis russes

Pour un bilan

Chers Amis,

Vous avez raison d'insister sur la nécessité de dresser un bilan de la période récente. Il y a eu un début avec la thèse de Kh. G. (Rakovsky). Mais, bien sûr, on ne peut pas s'en tenir là. Il nous faut surmonter les obstacles créés par la terrible dispersion de nos forces. Nous avons récemment commencé seulement à recevoir Ekonomitcheskaia Jizn. De plus, les problèmes européens ont été brutalement jetés au premier plan, surtout celui de la troisième période. Mais, en ce moment ils constituent le soubassement de notre plateforme.

Néanmoins, tactiquement la situation me semble parfaitement claire. L'appel collectif allait aussi loin qu'il était possible d'aller sur la voie des concessions à l'appareil. Quiconque fait un pas de plus rompt avec l'Opposition. Mais nous ne pouvons pas non plus rester sur place. Il faut rassembler l'Opposition autour d'un appel au parti. Il me semble que les grandes lignes devraient être celles-ci :

- une explication du sens de la déclaration au comité central et à la commission centrale de contrôle et la réponse qui lui a été faite (sur la ligne de l'éditorial "Et Maintenant ?" du Bulletin Oppositsii n° 6).
- Souligner que c'est absurde de prétendre que le plan quinquennal en soi peut changer le régime du parti. Au contraire, le changement de régime du parti est maintenant non seulement la précondition d'un succès à venir mais aussi la protection contre les dangers qui montent plus vite que les succès.
- Tester à tout prix le nouveau rapport de forces dans le pays et dans le parti lui-même, et le faire au moins autant en profondeur qu'au temps du passage du communisme de guerre à la Nep.

Il ne reste pourtant en ce moment dans le pays pas un seul organe par lequel on puisse juger des sentiments des différentes couches du prolétariat ou le rapport général des forces de classe. Les statistiques du plan à long terme, les chiffres de contrôle, etc. ne peuvent pas le moins du monde servir de substitut à cela.

Même si nous supposons que le bureau politique reflète l'appareil dans son ensemble, pourrions-nous douter même une minute qu'à la première poussée sérieuse de la masse thermidorienne élémentaire, non seulement Boukharine, et Rykov, mais même, avant eux, Kalinine, Vorochilov et Rudzutak [1], se débarrasseraient des staliniens si les staliniens tentaient de se dresser contre cette masse élémentaire et non contre son reflet dans l'appareil. Derrière Kalinine et les autres, il y a les Bessedovsky et semi-Bessedovsky. Quel est leur pourcentage dans l'appareil ?

Quelle est l'attitude de la classe ouvrière vis-à-vis des résultats réels de la politique du gouvernement ? Les masses ont-elles éprouvé une amélioration de leurs conditions d'existence ? Quelle est la proportion des mécontents par rapport à ceux qui sont satisfaits ? Quelle est la proportion de ceux qui sont vaguement et élémentairement mécontents par rapport à ceux qui sont consciemment hostiles ?

Quelles sont les proportions dans les différentes couches de la campagne ? Quel est le poids réel des paysans pauvres ? Quelle partie de la paysannerie moyenne est prête à se ranger du côté des pauvres en cas de révolte koulak ouverte (qui ne pourrait bien entendu que se refléter dans l'armée) ?

Des repréailles ont été portées contre la droite par des méthodes qui n'ont fait que resserrer le noeud autour de la nuque du parti et des syndicats. Ce fait, avec toutes ses conséquences, contrebalance largement les traits positifs de la rupture stridente, théâtrale, spectaculaire mais superficielle avec l'aile droite.

Le parti continue à être tenu artificiellement dans un état d'anarchie idéologique et organisationnelle sur lequel s'élève l'appareil, dont un large pourcentage aussi qui est dévoré par les mêmes conditions anarchiques.

En 1923, quand l'Opposition a demandé l'élaboration d'un plan quinquennal initial sous forme de projet brut, on nous a accusés sans fondement de faire de la planification un fétiche. Maintenant qu'on en est finalement venu à l'élaboration d'un plan quinquennal, ces gens-là en font eux-mêmes un fétiche au-dessus des véritables rapports de classe et des attitudes des différentes couches de prolétariat.

L'accomplissement du plan quinquennal est une tâche politique, dans laquelle des concessions aux classes ennemies, pour des raisons de manœuvre, sont possibles et inévitables tout au long, et cette tâche présuppose donc la présence de l'instrument fondamental de la politique prolétarienne, le parti.

Politiquement, il faut chercher un nouveau point de départ pour le plan quinquennal. Son point de départ actuel, mécontentement et incertitude générales, est dénué de toute valeur. Il faut situer la lutte contre le koulak dans le cadre d'un système économique soigneusement pensé et pas dans celui de la violence bureaucratique toute nue. Mais, pour y parvenir, il faut faire le compte de ses propres forces, aussi bien que de toutes les forces sociales, non de façon a priori, non de façon statistique, mais au moyen d'organisations vivantes, au moyen de la démocratie prolétarienne.

Dans ces circonstances, les mots d'ordre "démocratie du parti et démocratie ouvrière" (dans les syndicats et les soviets) et "unions de paysans pauvres à la campagne" sont les conditions premières de tout succès.

A moins d'une crise du parti particulièrement grave qui serait vraisemblablement le résultat de la poussée souterraine des forces thermidoriennes, une transition vers une nouvelle étape n'est malheureusement plus imaginable. Une nouvelle étape ne pourrait être qu'une étape de renaissance ou l'étape de Thermidor. Une crise du parti s'accompagnerait d'une nouvelle cristallisation du parti bolchevik hors du chaos idéologique d'étouffement par l'appareil actuel. L'effondrement accéléré de l'appareil est provoqué non seulement et non pas tant par la peur de l'Opposition de gauche que par la peur du chaos dans le parti lui-même.

Les choses étant ce qu'elles sont, plus vite la crise éclate dans le parti et mieux ce sera pour la révolution.

Dans la mesure où les capitulards, à travers leurs déclarations mensongères, soutiennent consciemment l'autorité de l'appareil et la domination de la bureaucratie s'élevant au-dessus et sur le chaos du parti désorganisé, ils aident à l'accumulation de matériaux explosifs sous le couvercle, bien vissé, de l'appareil. Cela signifie que la crise du parti, au lieu de précéder la crise imminente de la révolution, pourrait éclater en même temps qu'elle, le parti coupé au milieu et ses chances réduites au minimum.

La crise du parti sera avant tout la crise du centrisme. Quelles lignes suivra la cristallisation du chaos actuel ? Tout, sauf la ligne centriste. Dans l'ensemble de ses manifestations chaotiques, cette crise sera dirigée contre le régime stalinien, l'appareil stalinien, les apparatchiks staliniens. La responsabilité sera rejetée sur leurs têtes, non seulement pour leurs fautes réelles et leurs crimes, mais aussi pour les difficultés objectives et les contradictions. Il faut se souvenir que les repréailles d'abord contre l'Opposition de gauche, puis contre celle de droite, ont provoqué un certain mécontentement dans le parti. Mais maintenant, l'appareil centriste est à nu devant les masses qui gardent leurs pensées pour elles, devant les problèmes non réglés, les contradictions grandissantes, et les conséquences accumulées de ses propres fautes.

Nous avons déclaré que nous voulions aider le parti, de l'intérieur, à réaliser une inspection et un nettoyage de ses rangs. L'appareil centriste a rejeté une fois de plus cette proposition. Pouvons-nous, dans ces conditions, nous abstenir d'un travail fractionnel ? Nullement. Nous engageons-nous dans la voie du second parti ? Non, comme avant, nous construisons et renforçons la base idéologique pour le noyau prolétarien du parti qui sera obligé, sous les coups de l'ennemi, d'émerger de son état actuel de désorganisation d'asphyxie et de passivité et d'occuper des positions de combat. A l'heure du danger, nous et le noyau prolétarien du parti sommes sûrs de nous rencontrer sur la ligne de la défense de la dictature prolétarienne. C'est précisément pour cet objectif que nous resserrons les rangs de l'Opposition de gauche et renforçons notre fraction en Union soviétique et sur le plan international.

Il faut le dire clairement, ouvertement, et sans affaiblir les mots.

Notes

[1] Mikhaïl I. Kalinine (1875-1946), un Vieux-Bolchevik, était président de l'exécutif des soviets, c'est-à-dire chef de l'Etat. Klementi E. Vorochilov (1881-1969), vieux-bolchevik, lié à Staline pendant la guerre civile, était commissaire à la Guerre. Jan E. Rudzutak (1887-1938) avait pris la place de Zinoviev au bureau politique.

Nous avons besoin d'aide !

Les Tâches du Biulleten

novembre 1929

Article traduit du russe

Selon les nouveaux statuts du parti qui ont porté à deux ans l'intervalle entre les congrès du parti dans l'intérêt de l'appareil usurpateur, le 16ème congrès devrait se tenir à la fin de cette année. Mais on n'a encore entendu parler d'un congrès. La discussion d'avant congrès devrait déjà être ouverte. Mais qui ose souffler mot de cela ? Comme avant, ce n'est que la Pravda qui discute ; elle parle pour elle-même et pour l'Opposition et prononce son verdict. Les arbitres actuels du destin choisissent comme moments des congrès ceux où il n'y a en essence rien à décider, c'est-à-dire après la fin d'une crise de direction et avant le début d'une autre. Mais il apparaît qu'il est de plus en plus difficile de trouver un trou entre deux crises de la direction "monolithique". Plus encore, même les plénums du comité central se tiennent de moins en moins souvent à temps puisqu'ils gênent la mécanique organisationnelle du "secrétariat général". Le plénum de juillet a été complètement omis. Nous ignorons encore si celui de novembre a eu lieu. Le fait est que les plénums ne sont convoqués que quand on peut les mettre devant le fait accompli.

Il n'y aura de prochain plénum que si on peut lui présenter la liquidation de la droite par l'appareil. Ce n'est probablement qu'après cela qu'on fixera la date du 16ème congrès.

A une époque où l'industrie et l'appareil bureaucratique annoncent la semaine de travail continue, le parti ne peut au contraire planifier l'activité purement formelle que lui garantissent même les statuts mutilée qu'à des intervalles de plus en plus longs. Pourquoi ? Parce que l'appareil ressent non seulement de plus en plus le parti comme un fardeau, mais parce qu'il le craint. Et non sans raison : le million et demi de membres du parti, les deux millions de Komsomol réprimés par l'appareil sont réellement devenus une énigme, c'est sans doute le trait le plus terrible de la situation actuelle.

On tente d'hypnotiser, ou plutôt d'assommer le parti avec le plan quinquennal. Nous ne nions pas sa signification. Mais la question est posée comme s'il s'agissait d'un problème économique abstrait, de trouver une proportionnalité dynamique entre les divers aspects de l'économie. Le côté politique de l'affaire est réduit à une pression administrative sur le koulak et à la lutte de l'appareil exclusivement contre la déviation de droite. Nous le répétons, nous ne nions pas l'importance du danger koulak et ne sous-estimons pas le danger de la déviation de droite. Mais il y a une question plus vaste. Quel est le réel groupement des forces et des tendances dans le pays, quelles forces sont consciemment derrière le plan quinquennal, que pense cette grande force silencieuse, le parti ?

N'importe quel crétin de bureaucrate va répondre avec emphase que tout le prolétariat, tous les paysans pauvres, et tous les paysans moyens sont pour le plan quinquennal ; contre le plan quinquennal, il y a les koulaks, les producteurs privés, et les renégats de droite. On peut donner cette réponse "sociologique" à tout moment, de jour ou de nuit. C'est pour faire semblables exposés qu'il existe dans ce monde des Molotov et des Kaganovic. [1]

Le malheur est seulement que la théorie du secrétariat abolit la question même des sentiments réels des diverses couches de la paysannerie, des groupes à l'intérieur du prolétariat, formés sur la base de leur expérience réelle de vie, et les sentiments du parti lui-même. Ou plutôt, la "sociologie" bureaucratique, suivant la pratique de l'appareil, abolit le parti lui-même en tant que force vivante qui, de jour en jour, s'oriente dans une situations critique, pense aux processus politiques qui se sont produits dans le pays, avertit la direction du danger, la renouvelle, introduit les changements nécessaires dans un cours adoptés assure à temps les manœuvres politiques, a conscience d'elle-même comme pivot du pays et est toujours prête à se battre pour les conquêtes d'Octobre. Cette première et nécessaire condition existe-t-elle ? Non. Autrement, le comité central aurait-il peur du parti et le secrétariat général du comité central ?

Le comité central ne connaît pas le parti, puisque le parti ne se connaît pas lui-même, car la surveillance du parti par des contrôleurs secrets ne remplace nullement la libre expression des idées dans le parti et, enfin et avant tout, parce que la peur que le comité central a du parti est doublée par la peur que le parti a du comité central.

Aucune direction juste n'est concevable sans information politique honnête, exactement comme la construction de chemins de fer est impensable sans la connaissance des contours du pays. La démocratie formelle a de larges sources et possibilités d'information du point de vue du règne de la bourgeoisie et dans l'intérêt de sa préservation. C'est là l'un des points forts de la démocratie bourgeoise qui lui a permis de se passer d'un régime d'absolutisme policier. La démocratie prolétarienne est confrontée à des tâches bien plus gigantesques que la démocratie bourgeoise. La première condition d'une direction juste de la république soviétique, encerclée par des ennemis très puissants et expérimentés, est l'information permanente, quotidienne, active, de la direction, par-dessus tout, évidemment, à travers un

parti bien vivant. L'absence de démocratie du parti tue la démocratie soviétique. Tel est précisément maintenant l'état des affaires. La politique est faite dans l'ombre.

Le comité central vit sur les rapports de ses informateurs. Le parti vit de rumeurs. Le trait essentiel de l'état d'esprit du parti, ainsi que l'attestent toutes les lettres qui nous parviennent, c'est l'attente obscure et dans un grand trouble, des événements à venir. De quel type, ce n'est pas clair. L'appareil a brisé le parti et il ne se pense plus lui-même comme une force dirigeante. Le parti attend l'inattendu, à la fois directement de l'appareil et de derrière son dos. Les contradictions objectives et les dangers sont assez grands par eux-mêmes. Mais nous ne doutons pas une minute que les ressources et les forces internes de la révolution soient incomparablement plus fortes que ces contradictions et ces dangers. La première attaque ouverte de l'ennemi le prouvera avec une certitude absolue. Mais la pénombre de laquelle le parti ne peut pas émerger modifie et altère la physionomie des faits et phénomènes. Le danger paraît plus grand quand il n'a ni forme ni nom. Le parti est maintenant confronté non par des dangers réels mais par leur ombre déformée et informe qui obscurcit les difficultés réelles.

Le parti doit savoir ce qui se passe autour de lui et avant tout dans ses propres rangs. L'actuelle Pravda anti-Boukharine répond aussi peu à la question de ce qui est, que la Pravda du temps où elle était contr8lée par le malheureux Boukharine. L'une des tâches de notre publication doit être d'informer le parti. Nous n'oublions pas une minute que les ennemis de classe nous écoutent. Malheureusement, les Bessedovsky de divers degrés de corruption et de déshonneur (ils étaient bien entendu tous au premier rang de la lutte contre le "trotskysme") fournissent maintenant à l'ennemi de classe une information non négligeable. La presse des Blancs grouille de révélations, desquelles émergent parfois, à travers la croûte des mensonges et des fabulations, des faits authentiques. Les choses vont incontestablement plus mal avec notre propre parti. On le dirige les yeux bandés. Briser les liens bureaucratiques est maintenant une question de vie ou de mort pour le parti et la révolution. C'est à cet objectif que doit servir notre publication. En la lançant, nous piétinons avec mépris les calomnies de Jaroslavsky. Nous n'identifions pas le parti et le secrétariat général, la dictature du prolétariat et les zigzags de Staline ou l'I.C. avec la clique faible et insolente des Molotov, Manuilsky, Kuusinen [2], Martynov et autres saboteurs de la révolution internationale. Nous avons des critères plus sérieux. Notre politique reste une politique à long terme.

Le Biulleten est loin d'être ce qu'il devrait être et ce qu'il deviendra certainement : l'organe de combat de la gauche et en même temps celui d'une information juste et large du parti. Le fait que son siège soit obligatoirement à l'étranger ne contredit pas les objectifs généraux de l'Opposition de gauche que nous avons plus d'une fois formulés comme des objectifs de réforme. Bien entendu, la tâche de la résurrection de la démocratie du parti ne peut être résolue que par le au authentiquement révolutionnaire du parti lui-même. Mais c'est précisément ce noyau qui a besoin d'un organe qui ne soit pas soumis à l'appareil stalinien, qui a besoin d'un bélier idéologique contre la bureaucratie centrisme. Tel est le rôle que doit remplir notre Biulleten. Les neuf dixièmes de la solution dépendent de nos amis, de ceux qui sont en U.R.S.S. ou temporairement à l'étranger. Ils doivent se frayer un chemin vers nous. Ensemble nous devons frayer le chemin du Biulleten en Union soviétique. Nous avons besoin de correspondances, de lettres, d'articles, qui décrivent ce qui est. C'est seulement ainsi que nous pourrions décrire ce qui arrivera ou ce qui pourra arriver. Et c'est seulement la capacité de prévoir qui peut protéger le parti d'une confusion fatale au premier coup sérieux, lequel explosera, comme toujours, de façon inattendue pour la direction stalinienne.

Nous attendons de nos amis des efforts sérieux, dignes de confiance, systématiques, au service du Biulleten. Les obstacles sont grands, mais ils sont surmontables.

Nous avons besoin de coopération, nous avons besoin d'aide.

Nous avons besoin de comptes-rendus complets sur les faits.

Nous avons besoin d'aide pour faire entrer le Biulleten en Union soviétique.

Nous avons besoin d'aide matérielle.

Nous avons confiance dans votre réponse !

Notes

[1] Lazar M. Kaganovivc (né en 1893), cordonnier, vieux-bolchevik lié à Staline, après avoir dirigé le parti en Ukraine, était devenu secrétaire du comité central.

[2] Dmitri G. Manuilskii (1883-1959), ancien collaborateur de Trotsky en exil, était devenu un homme de Staline, il était membre de l'exécutif de l'I.C., ainsi que de son présidium et son principal porte-parole. Otto W. Kuusinen (1881-1964) vivait en U.R.S.S. depuis la tragédie de la révolution finlandaise de 1918, dont il avait été l'un des responsables. Il était depuis 1922 membre du présidium de l'exécutif.

Lettre à J. Frank

4 novembre 1929

Lettre traduite de l'allemand.

Cher Esquire, [1]

Nous espérons que vous avez fait bon voyage et que vous êtes remis de vos fatigues. Ici, nous pensons à vous souvent. La photo sur laquelle nous figurons ensemble est superbe. M[aria] I[l'yichna] [1] vous adresse sous ce pli sa production.

Venons-en à nos affaires. Deux lettres sont arrivées pour vous, l'une de Berlin, l'autre de Leipzig, que nous vous retournons toutes les deux par ce courrier.

Dans la lettre qui m'est destinée, le groupe de Leipzig exprime une opposition assez résolue à la création d'un journal indépendant, considérant que cela provoquerait la scission. Contre le journal, le groupe défend l'idée d'un travail à l'intérieur du Leninbund pour affermir sa position d'ici la conférence de décembre. Pour une part, leur plan coïncide donc avec l'orientation prise par le groupe berlinois, mais celui-ci considère que la création d'un journal est impossible et inopportune, même après la conférence de décembre. Je leur ai écrit une longue lettre sur cette question, je vous en envoie une copie.

Bien sûr, si l'on parvenait à mettre sur pied un hebdomadaire à Vienne, on pourrait attendre encore quelque temps avant de créer un journal à Berlin. Réfléchissez au problème sous cet angle, et discutez-en. Dans ce cas, le journal viennois devrait consacrer une bonne moitié de ses colonnes aux affaires allemandes. Une telle solution, nous en sommes bien d'accord, ne serait acceptable qu'à titre provisoire; on peut même y trouver un certain avantage, car elle éviterait à l'opposition de supporter en même temps le poids de deux publications.

Il me semble qu'un représentant du groupe de Leipzig [1] devrait entrer à la direction du groupe de Berlin, d'autant que d'après ce que me dit Landau, le discours de Well à la conférence a produit une forte impression.

J'écris au groupe de Leipzig pour insister sur la nécessité qu'il y a à mener une réflexion systématique sur les questions qui se posent aujourd'hui en Allemagne. Peut-être pourriez-vous leur transmettre des extraits de ma lettre.

J'écris en même temps à Raissa Timofélevna [Adler]. J'espère que vous pourrez lire ma lettre.

Je crois que c'est tout pour cette fois. J'écris aujourd'hui à Rosmer au sujet de votre projet de voyage à Berlin.

Je vous envoie mes plus cordiales pensées, et j'attends votre lettre.

Notes

[1] Esquire était le surnom familial plutôt que le pseudonyme de Frank qui avait quitté la Turquie en octobre.

[2] M I Pevaner était la collaboratrice russe de Trotsky

[3] Karl Seitz (1869-1950) social-démocrate, social-patriote pendant la guerre, ancien président de la République, était bourgmestre de Vienne.

Lettre à R. Well

4 novembre 1929

Chers camarades,

J'ai reçu votre lettre du 27 octobre. J'avais déjà la résolution du comité national du Leninbund et la lettre des camarades de Berlin. Il disent, en particulier, que le discours du camarade Well, délégué de Leipzig, a produit une forte impression sur la conférence.

Les résolutions du comité national sont une véritable catastrophe idéologique, elles témoignent du très bas niveau théorique des dirigeants du Leninbund. Le commentaire des écrits d'Engels sur l'Etat restera dans l'histoire de la pensée marxiste comme une bien mauvaise page. Dans le même temps, on a vu lors des élections à Baden que le Leninbund n'a conservé que 1530 des 4886 voix qu'il avait remportées en 1928. Nous voyons là que le manque de rigueur théorique trouve sa sanction en politique. La direction du Leninbund a voulu se constituer tout de suite en parti autonome. Pour atteindre son objectif, au lieu de publier un solide hebdomadaire marxiste, elle s'est lancée dans l'édition d'un quotidien, faisant passer la formation propagandiste des militants après la pêche aux masses. Résultat : la direction du Leninbund subit un échec sévère sur les deux plans. Les 5000 voix de 1928 représentaient les restes de l'influence de l'ultra-gauche, et non une conquête du Leninbund. L'activité autonome menée sous la direction d'Urbahns a eu pour effet la perte des deux tiers de ces 5 000 voix.

Au même moment, je vous l'ai dit, le comité national a dressé le bilan de l'activité propagandiste de la direction dans une résolution qui se présente comme un commentaire d'Engels ; en fait de commentaire d'Engels, il ne s'agit que d'une mauvaise copie d'écolier, construite sur une grossière erreur d'interprétation, dont voici l'origine : tout d'abord, Urbahns m'a emprunté la formule "un kérenskysme à rebours" dans l'analyse qu'il fait du caractère de classe de la république soviétique. Après quoi, il a trouvé chez Engels une citation qui lui a paru coller exactement à sa propre définition du "kérenskisme à rebours". Nous n'y verrions qu'une saillie bien dans l'esprit d' Urbahns, si le comité national n'avait souscrit à cette absurdité sans la moindre objection.

Dans votre lettre, vous insistez avant tout sur la nécessité d'entreprendre un travail de formation en profondeur (et par conséquent, en prenant le temps qu'il faut) aussi bien personnel que collectif. Je suis entièrement d'accord. Les tâches de propagande sont aujourd'hui pour nous les tâches fondamentales. Tout le problème est de nous assurer que le travail de formation politique reposera sur des bases correctes.

Et c'est ici que se pose la question du Journal. Nous ne pouvons vivre sur l'acquis d'anciennes résolutions et de principes généraux. Des tâches nouvelles et spécifiques surgissent à chaque nouvelle étape de la vie politique allemande. Nous n'avons pas de réponses toutes faites. Il faut à chaque fois élaborer notre réponse en fonction de notre expérience. Comment y parvenir sans l'outil indispensable qu'est un journal d'explication politique ?

Vous dites que le simple fait de faire paraître un journal signifie la scission. C'est un risque certain, en raison, bien sûr, du mode de fonctionnement du Leninbund, combinaison tout à fait particulière de méthodes zinoviévistes et de lassallisme attardé. Mais je crains, si la politique actuelle du Leninbund se poursuit sans que s'exprime une résistance ouverte et systématique, que l'on assiste à la liquidation de l'opposition de gauche en Allemagne, avant même que ne survienne une scission (ce qui serait naturellement un coup sérieux, qu'il faut éviter dans toute la mesure du possible).

Je le répète : je ne vois vraiment pas comment nous pourrions mener un large travail de propagande pour défendre une ligne politique déterminée, d'affiner et de défendre cette ligne sans une publication théorique. En l'absence d'un journal bolchevique à Berlin, il serait peut-être possible de prendre patience, mais pour peu de temps encore, si l'opposition avait à Vienne, par exemple, son hebdomadaire, susceptible de répondre provisoirement aux besoins de la gauche allemande.

Je vous prie de bien peser tous ces éléments, et d'en discuter avec les camarades de Berlin. D'une façon générale, il me semble que le groupe de Leipzig n'ait pas été jusqu'ici suffisamment relié au groupe dirigeant berlinois.

La question d'un journal indépendant est étroitement liée à l'élaboration d'une plate-forme pour l'Allemagne. Les partisans de Brandler nous accusent de n'avoir pas de plate-forme pour l'action immédiate - de plate-forme conjoncturelle dirons-nous -. Ces mêmes brandlériens font de leur plate-forme conjoncturelle le substitut à un programme théorique. On ne trouve chez eux aucune analyse de la marche à la révolution des différents pays après la guerre, de la situation actuelle, et des évolutions qui se profilent. Au lieu et place de tout cela, ils nous présentent un ensemble de mots d'ordre du moment, formulés empiriquement. Ce qui veut dire que le cordon ombilical qui relie les partisans de Brandler au communisme révolutionnaire est aujourd'hui bien tenu et va se rompre définitivement, de lui-même. L'opposition de gauche dispose d'un capital idéologique, théorique et critique, incomparablement plus riche que celui des brandlériens, ou de l'Internationale communiste officielle. C'est un atout décisif pour la formation des militants. Mais cela n'est pas suffisant. Nous devons, en conformité avec nos positions de principe, apporter des réponses aux problèmes qui se posent aujourd'hui en Allemagne : problèmes du mouvement syndical et de la conduite des grèves; problème des réparations et du plan Young, la question de l'impôt, le parlementarisme, la question de l'armement des ouvriers, etc. Nous ferons des progrès sensibles si l'examen en profondeur de chaque problème particulier, à commencer par le recueil minutieux des informations (faits, chiffres, ...) est confié nommément à tel camarade, ou à tel groupe de camarades. On peut et on doit s'attaquer à cette tâche sans retard. Mais on ne saurait en venir à bout sans un journal ...

L'exclusion de la direction du Leninbund des camarades Grylewicz et Jokko montre bien que dans l'esprit des partisans d'Urbahns, les conceptions d'Urbahns et les nôtres sont séparées par un abîme. Et il faut être parfaitement conscient de l'enlèvement international presque

complet du Leninbund. De ce point de vue, Urbahns se berce en vain de quelques autres illusions. Après la parution dans le journal belge d'un ou deux articles erronés sur le conflit russo-chinois, Urbahns a manifestement placé tous ses espoirs dans le groupe belge. Espoirs proprement risibles. Sur les questions fondamentales, l'organisation belge ne partage en rien les positions d'Urbahns, elle est solidaire de la Vérité, qu'elle diffuse largement en Belgique. En France, le groupe de Paz s'est rapproché d'Urbahns ; pendant quelques années, ce groupe a dû son existence au fait qu'il éditait les documents de l'Opposition russe, et jouait, au fond, le rôle d'un appareil technique. Lorsque vint à l'ordre du jour la création d'un journal pour la France le groupe Paz s'avéra totalement incompetent, car ses dirigeants sont des gens absolument étrangers au mouvement ouvrier et qui s'intéressent aux idées de gauche... une fois par mois. Aujourd'hui, ce groupuscule n'a plus aucune influence ni aucun contenu. Il éditera probablement encore deux ou trois numéros, tant qu'il n'aura pas complètement épuisé les matériaux que lui a fournis jadis Piatakov [1] après quoi, il mourra de mort naturelle.

Il existe en France, autour de Monatte, un groupe plus solide. Mais au cours de ces dernières années, ce groupe a connu une évolution négative, passant du syndicalisme communiste au syndicalisme réformiste, très hostile à l'idée d'un parti communiste. L'un des pires doctrinaires du syndicalisme, Louzon, s'est également rallié à Urbahns dans la question du conflit russo-chinois. La gauche communiste en France se trouve aujourd'hui rassemblée autour de La Vérité. Delfosse [2], ancien secrétaire du syndicat des mineurs, lié à Paz tant que Paz était avec nous, est passé à La Vérité. De même les anciens partisans ou sympathisants de Souvarine, Treint, et autres. Ainsi, les partisans qu'Urbahns peut avoir en France ne sont que des fantômes.

En Autriche, les trois groupes se sont nettement démarqués de la ligne d'Urbahns. L'unification de ces groupes, et la création d'un journal commun est une tâche urgente. En Tchécoslovaquie, l'opposition de gauche reste pour le moment extrêmement faible. Son chef est un militant syndical connu, Lenorovic, collaborateur de Volkswille, entièrement solidaire avec nous. Le groupe a adressé son salut à La Vérité.

L'opposition de gauche américaine est également solidaire avec nous.

En ce qui concerne l'Opposition russe, j'ai reçu récemment plusieurs lettres de camarades de premier plan réprouvant la ligne d'Urbahns, qui nous cause le plus grand tort. A cela s'ajoute de leur part, naturellement, une légitime indignation morale : ce sont des camarades qui, hier comme aujourd'hui, ont prouvé leur fidélité à la cause de la révolution autrement que ne le font Urbahns et ses amis politiques, ou l'avocat Paz qui, une fois par mois, s'arrache à ses consultations juridiques pour accuser l'Opposition russe de capitulation parce qu'elle se refuse à aider Tchiang Kaï-chek, directement ou indirectement contre la république soviétique...

Nos amis italiens demeurent fermes dans leur qualification de l'Etat soviétique comme Etat prolétarien : ils ont récemment publié sur ce thème, dans leur organe Prometeo, une lettre ouverte qui m'est adressée. Urbahns s'est donc engagé sur la voie de l'isolement national - au plein sens du terme - du Leninbund. Il faut en être tout à fait conscient et expliquer à chaque membre du Leninbund que telle est la perspective.

En conclusion, vous revenez sur la nécessité d'un solide travail de propagande qui bien entendu ne serait pas orienté uniquement sur les membres du Leninbund, mais vers les ouvriers en général, et plus particulièrement les jeunes. Il conviendrait même d'établir la règle suivante : ne devrait être reconnu comme membre de l'Opposition communiste de gauche que le camarade qui entretient des relations régulières avec au moins deux ou trois jeunes ouvriers, avec lesquels il lit les publications de l'opposition et discute des problèmes politiques. Il faut préparer, avec le plus grand sérieux, de nouveaux cadres.

Excusez-moi si je vous écris en russe, mais je n'ai pas en ce moment de collaborateur allemand à qui je pourrais dicter une lettre.

P.S. : je vous prie de porter cette lettre, ou tout au moins des extraits à la connaissance du groupe berlinois (les camarades Grylewicz, Joko, etc.)

Notes

[1] Iouri G. Piatakov (1890-1937), membre de l'Opposition de 1923 avait été envoyé à Paris en 1926 et des rumeurs persistantes, démenties par Maurice Paz jusqu'à sa mort, voulaient qu'il ait donné de l'argent à Contre le Courant.

[2] Henri Delfosse (1899-1974), ouvrier mineur, avait été secrétaire général de la Fédération CGTU des Mineurs.

Lettre à R. Adler

4 novembre 1929

Lettre à R. Adler, traduite du russe.

Chère Raïssa Timofélevna,

Etant donné l'état d'esprit actuel de S[trasser], que vous avez très clairement caractérisé dans votre lettre du 25 octobre, le rencontrer ne permettrait pas, je crois, de faire avancer les choses. Bien au contraire : à l'étape actuelle, nous parviendrions seulement à la conclusion que nous n'avons pas suffisamment de points d'accord pour travailler en commun, les chances de rapprochement s'en trouveraient plutôt amoindries qu'augmentées. Cela ne veut pas dire que je trace une croix sur S[trasser]. Mais nous devons encore beaucoup progresser pour que des gens comme S[trasser], qui ont cet état d'esprit, se rallient à nous... Vous demandez si mon interview à Neue Freie Presse n'a pas été dénaturée. Il y a un lapsus, non pas malveillant mais fortuit. J'ai dit : "La signification politique de la déclaration de Rakovsky est la suivante... ". Or le journaliste a fait de mon analyse de la signification politique de la déclaration une citation de la déclaration. Bien entendu, on ne trouve pas dans la déclaration de formulation aussi explicite. Cependant, le même Rakovsky met les points sur les "i" dans les commentaires qu'il a rédigés sur la déclaration, et qui sont largement diffusés au sein de l'opposition comme au-dehors. A ce propos, des extraits des thèses de Rakovsky ont été envoyés à Vienne à l'adresse de Frank et vous les avez sans doute déjà reçus.

Les événements d'Autriche créent pour le parti, et donc pour l'Opposition également, de nouvelles conditions. Il est possible aujourd'hui de faire un grand pas en avant. Je crois qu'il faudrait commencer par éditer un hebdomadaire, ce qui implique la collaboration des trois groupes.

Je pense que s'ils ne se préparent pas résolument à franchir ce pas, nous verrons les cercles de l'opposition végéter sans véritables perspectives. En France, la création de La Vérité a réellement modifié la situation interne de l'opposition et a ouvert devant elle des possibilités entièrement nouvelles. Mais il est vrai qu'il n'y a pas en France une situation de crise profonde comme c'est le cas en Autriche. En politique, ce ne sont pas les qualités personnelles, les sympathies ou les antipathies, qui règlent les relations entre groupes, ni même entre individus, mais les positions politiques. Le conflit russo-chinois et la Déclaration de l'opposition russe ont amené les différents groupes d'opposition à se déterminer, cela a permis de vérifier, en particulier, que Frey était capable de prendre, seul, une position juste. C'est pourquoi il est indispensable de collaborer avec lui. Un hebdomadaire constitue une base suffisamment large pour y parvenir. Bien entendu, cela doit aller de pair avec une fusion de tous les groupes d'opposition de gauche, la meilleure voie pour y arriver étant d'organiser une conférence.

Les résolutions du dernier comité national du Leninbund sont tout bonnement catastrophiques sur le plan idéologique et témoignent de l'effroyable niveau théorique de la couche dirigeante. Et ce n'est pas surprenant : l'opposition de gauche ne dispose d'aucun organe politique théorique en langue allemande. J'ignore si la minorité du Leninbund parviendra dans un proche avenir à créer son propre organe à Berlin. Il est donc d'autant plus important de mettre sur pied le plus rapidement possible un bon hebdomadaire à Vienne. Cette revue pourrait au moins provisoirement, constituer le centre théorique de l'opposition de gauche pour tous les pays de langue allemande. Je crois que nous devons concentrer toutes nos forces sur cet objectif.

Préface à " qui dirige aujourd'hui l'Internationale communiste ? "

7 novembre 1929

Préface à une édition allemande de " qui dirige aujourd'hui l'Internationale communiste ? " qui ne fut finalement pas publiée.

Une année s'est écoulée depuis que cette brochure, consacrée au caractère de l'I.C., a été rédigée. Pendant cette période relativement courte il y a eu des changements considérables dans l'appareil dirigeant de l'I.C. Néanmoins ce travail n'est pas dépassé. Il y a eu un virage aigu à gauche dans la ligne politique. Les visages ont changé. Mais le système demeure. Plus, les aspects les plus pernicioeux du système se sont maintenant manifestés avec plus de clarté encore qu'ils ne s'étaient manifestés il y a un an.

Boukharine était formellement le dirigeant au VIème congrès de l'I.C. Au nom du bureau politique du P.C.U.S., une déclaration affirmant qu'il n'existait pas de désaccords au sein du comité central russe a été distribuée à tous les délégués de ce congrès. En même temps, sous le couvert officiel du congrès, se tenait un autre congrès - un congrès officieux, ou ce qu'on appelle un congrès de "couloirs" - dans lequel on achevait le travail de préparation pour la chute de Boukharine, et de toute l'aile droite en général. Même quand le congrès eut lieu, l'appareil de la majorité s'était assuré ce dont il avait besoin pour cette opération. Cela pas empêché les organes de presse de noter le tonnerre d'ovation reçu par Boukharine à chacun de ses innombrables discours. La duplicité de la direction bureaucratique recevait là sa plus haute expression. La lutte idéologique ne sert que d'accompagnement musical à la pantomime organisationnelle. Dans le congrès on parle, mais dans les couloirs on marchande. Boukharine a été éliminé peu après le congrès même où l'on avait annoncé que Staline et lui étaient en total accord. Après la liquidation organisationnelle de Boukharine, c'est ses funérailles "théoriques" qu'on a commencé. On a soudain révélé que Boukharine qui avait dirigé pendant six ans la lutte théorique contre le trotskyste, n'avait en réalité fait que commettre des erreurs sa vie durant. En ce moment même à Moscou, les jeunes "professeurs rouges" qui ne valent guère mieux que les professeurs blancs, noirs ou jaunes, sont en train d'écrire sur ce thème des centaines d'articles.

Le nouveau coup politique dans l'I.C. a provoqué un regroupement dans la direction de nombre de partis communistes et surtout dans l'appareil de l'I.C. elle-même. Pepper, qui, seulement quelques jours auparavant, tranchait du destin de plusieurs partis, a été aujourd'hui exclu de l'I.C. comme l'ont été l'américain Lovestone et les dirigeants d'hier en Tchécoslovaquie, Suède et un certain nombre d'autres pays. Qui a émergé pour les remplacer ? Ceux qui étaient zinoviévistes quand Zinoviev était en cour, boukhariniens quand Boukharine était en cour et qui sont devenus molotovistes [1] en temps opportun.

Oui, l'actuel dirigeant de l'I.C. n'est autre que Molotov. C'est lui qui a fait le discours programmatique au 10ème plénum du C.E. de l'I.C. Pour ceux qui connaissent Molotov le seul fait de cette nomination (on ne peut le qualifier autrement que de cauchemardesque) donne une image complète de la direction actuelle. Et ceux qui ne connaissent pas Molotov n'ont qu'à lire son discours.

Molotov est incontestablement l'incarnation la plus parfaite de la bureaucratie qui s'est élevée sur la base de la vague de réaction de 1924-1929 et il est pleinement convaincu que tous les problèmes peuvent être résolus par des mesures financières et administratives. Ces messieurs sont aveugles aux questions fondamentales du développement mondial. Mais ce sont des maîtres en manoeuvres de couloir. Par leur puissance administrative aveugle, ils ont déjà décapité plusieurs partis et plusieurs révolutions.

Après le renvoi de Boukharine, il n'est plus resté dans l'I.C. une seule personne qui ait eu quoi que ce soit à voir avec la direction de l'Internationale à l'époque de sa création et de ses quatre premiers congrès. La même chose est vraie pour toutes les sections de l'I.C. sans exception.

Il y a eu un renouvellement de 100% dans la direction.

La philosophie officielle de ce remplacement des révolutionnaires par des fonctionnaires est que, puisque l'Union soviétique est entrée dans une période de construction, on a besoin d'hommes pratiques, rompus aux affaires - pas de ceux qui vivent dans le rêve de la révolution "permanente", mais de ceux qui se tiennent solidement sur le terrain du socialisme national. C'est la typique idéologie de réaction suivant un turbulent bond en avant. Dans leur étroitesse d'esprit, les auteurs de cette philosophie constructionniste bureaucratique, sans le vouloir et même sans s'en apercevoir révèlent leur profond mépris pour l'Internationale communiste.

En fait, même si l'on admet qu'en U.R.S.S. le passage de la lutte pour le pouvoir au travail pratique de construction réclame un nouveau type de dirigeants, comment pourrait-ce être vrai pour l'I.C. où ce n'est pas la construction socialiste, mais, précisément, la lutte pour le pouvoir, qui est à l'ordre du jour ? Pire encore, dans tous les pays sans exception, la direction a été sélectionnée au cours de ces années sur le modèle de Staline et même de Molotov. Et ce processus de sélection a été à ce point fructueux que les délégués au 10ème plénum du C.E. de l'I.C. non seulement n'ont pas congédié Molotov avec mépris, après son prétentieux discours d'ignorant, mais au contraire l'ont récompensé par des applaudissements que le journal, par prudence, n'a pas qualifiés d'ovation.

Les caractéristiques individuelles n'éliminent pas, bien entendu, la question de l'orientation idéologique. Au contraire, c'est seulement à la lumière de l'orientation idéologique que les caractéristiques des individus prennent leur pleine signification. Le centrisme bureaucratique, pour protéger sa politique de zigzags brutaux des conflits internes et de l'opposition, doit choisir ses cadres parmi les fonctionnaires les plus obéissants, les plus accommodants, les plus dénués de colonne vertébrale et de principes, ou parmi les administrateurs cyniques. Les gens qui supportent avec déférence et lâcheté tous les virages de la direction, qu'ils soient pris alors qu'ils sont au courant ou sans qu'ils en aient connaissance, de telles gens, et il faut le comprendre, sont tout à fait incapables de trouver en eux-mêmes la capacité de diriger l'assaut des masses ouvrières contre la société bourgeoise.

Le problème de la direction n'est pas un problème indépendant. Il est étroitement lié à la politique et au régime. Néanmoins, il est très important. L'argument selon lequel la classe ouvrière doit administrer "sans dirigeants" a son origine dans une idéalisation inconsciente du capitalisme, dans la mesure où il présuppose que dans une société fondée sur l'esclavage salarial la classe la plus opprimée de la population est capable de s'élever à un niveau tel d'indépendance politique qu'elle n'a pas besoin d'être dirigée par ses éléments les plus clairvoyants, les plus expérimentés, les plus courageux et les plus trempés. Si la société bourgeoise était capable d'assurer un tel niveau de développement politique des masses prolétariennes, nous ne serions pas ses ennemis mortels. En outre, si le prolétariat dans son ensemble était capable d'atteindre sous le capitalisme un tel niveau de conscience, il pourrait accomplir la transformation de la société par des moyens totalement pacifiques.

La réalité est aussi loin de ces rêves éveillés que la terre l'est du ciel. C'est précisément afin d'arracher les masses populaires à l'arriération et à l'ignorance que la révolution est nécessaire. Et pour que la révolution soit victorieuse, les masses opprimées doivent lier leurs espoirs et leur lutte à un parti plus d'une fois éprouvé dans l'action, et pourvu d'une direction qui, à leurs yeux, soit devenu la personification de leur propre lutte. Ni le parti, ni sa direction, n'improvisent pour répondre aux besoins de la révolution. Des gens comme le prêtre Gapone [2] ou les avocats Khrustalev [3] et Kerensky apparaissent et disparaissent comme l'écume dans les vagues. Une direction révolutionnaire réelle est façonnée par un long processus de sélection et d'éducation. C'est un problème d'une immense importance. Sans la solution juste, le prolétariat ne peut vaincre.

Ainsi, la question du cadre de direction est-elle indissolublement liée à la question de l'orientation politique générale de l'I.C. et sa capacité d'apprécier les circonstances, de prévoir ce qu'apportera demain, de tirer de chaque situation le maximum possible pour la cause de la libération de la classe ouvrière.

Pour reconstituer la direction, il faut changer la politique. Il faut remplacer le centrisme par le marxisme. C'est là que réside la tâche de l'Opposition internationale communiste de gauche.

Notes

[1] Vyavceslav M. Skrjabin, dit Molotov (1890-1986), vieux-bolchevik, était l'âme damnée de Staline et membre du bureau politique ainsi que du présidium de l'Internationale.

[2] Georgi Apollonovic Gapone (1870-1906), un pope, animateur des syndicats "Jaunes", avait dirigé vers le palais impérial la manifestation du "Dimanche rouge" du 9 janvier 1905. C'était un indicateur de police.

[3] Georgi Possar, dit Khrustalev (1879-1919), un avocat S.R., avait été président du soviet de Petrograd en 1905 (Trotsky étant vice-président et lui succédant à son arrestation en décembre).

Que se passe-t-il en Chine ?

10 novembre 1929

Parmi les télégrammes de la Pravda, il a été communiqué plusieurs fois au cours du mois d'octobre, mais toujours dans les plus petits caractères, qu'un détachement communiste armé, sous le commandement du camarade Tchou-Dé, avance avec succès vers Tchao-Tchau (Kouang-toung), que ce détachement est passé de 5.000 à 20.000 hommes, etc. Ainsi nous apprenons à en passant ", par les télégrammes laconiques de la Pravda que des communistes chinois mènent une lutte armée contre Tchang-Kaï-Chek. Quel est le sens de cette lutte ? Son origine ? Ses perspectives ? On ne nous en souffle mot. Si en Chine la nouvelle révolution est mûre au point que les communistes prennent les armes, alors on pourrait penser qu'il faut mobiliser l'Internationale en face d'événements d'une importance historique décisive. Pourquoi en ce cas n'entend-on rien de pareil ? Et si la situation en Chine n'est pas telle que soit mise à l'ordre du jour la lutte armée des communistes pour le pouvoir, alors comment et pourquoi un détachement communiste a-t-il engagé la lutte armée contre Tchang-Kaï-Chek, c'est-à-dire contre la dictature militaire bourgeoise ?

Oui, pourquoi les communistes chinois se sont-ils mis en rébellion ? Peut-être parce que le prolétariat chinois a déjà trouvé le temps de cicatiser ses blessures ? Parce que le Parti communiste démoralisé et exsangue a trouvé le temps de se redresser grâce à la nouvelle vague révolutionnaire ? Est-ce que les ouvriers des villes ont assuré leur liaison avec les masses révolutionnaires de la campagne ? Est-ce que les grèves se sont étendues à tout le pays ? Est-ce que la grève générale a poussé le prolétariat à l'insurrection ? S'il en est ainsi, alors tout est clair et tout est à sa place. Mais pourquoi la Pravda communique-t-elle ce fait en caractères de petites annonces ?

Ou peut-être les communistes chinois se sont-ils mis en rébellion parce qu'ils ont reçu les derniers commentaires de Molotov à la résolution sur la troisième période ? Ce n'est pas par hasard que Zinoviev qui, à l'encontre des autres capitulards, feint d'être encore vivant, a fait une sortie dans la Pravda avec un article qui démontre que la domination de Tchang-Kaï-Chek ressemble tout à fait à la domination temporaire de Koltchak, c'est-à-dire n'est qu'un simple épisode dans le processus de la poussée révolutionnaire. Cette analogie est naturellement tout à fait apte à réchauffer un peu l'âme. Par malheur elle est non seulement fausse, mais encore stupide. Koltchak avait organisé une insurrection dans une province contre la dictature du prolétariat déjà établie dans la majeure partie du pays. En Chine, c'est la contre-révolution bourgeoise qui domine dans le pays et ce sont les communistes qui ont soulevé une insurrection de quelques milliers d'hommes dans une de ses provinces. Nous croyons donc avoir le droit de poser cette question : cette insurrection découle-t-elle de la situation en Chine ou bien des directives concernant la troisième période ? Nous demandons quel est dans tout cela le rôle politique du Parti communiste chinois ? Quels sont les mots d'ordre avec lesquels il mobilise les masses ? Quel est le degré de son influence sur les ouvriers ? Nous n'entendons rien de tout cela. La rébellion de Tchou-Dé apparaît comme une reproduction des campagnes aventureuses des Ho-Lung et Lé-Tin en 1927 et de l'insurrection de Canton déclenchée au moment de l'exclusion de l'Opposition du Parti communiste russe.

Ou peut-être la rébellion s'est-elle déclenchée spontanément ? Soit. Mais que signifie alors le drapeau communiste qui se déploie au-dessus d'elle ? Quelle est l'attitude du Parti communiste chinois officiel envers l'insurrection ? Quelle est dans cette question la position du Comintern ? Et pourquoi, enfin, en nous communiquant ce fait, la Pravda de Moscou s'abstient-elle de tout commentaire ?

Mais il y a encore une explication possible, qui peut être en même temps la plus inquiétante : les communistes chinois ne se sont-ils pas mis en rébellion à cause de la mainmise de Tchang-Kaï-Chek sur le chemin de fer de l'Est-chinois ? Est-ce que cette insurrection, tout à fait une GUERRILLA par son caractère, n'a pas comme seul but de causer à Tchang-Kaï-Chek le plus possible d'inquiétude sur ses arrières ? Si c'est cela, nous demandons qui a donné un conseil pareil aux communistes chinois ? Qui porte la responsabilité politique de leur passage à la lutte de guérillas ?

Il n'y a pas longtemps que nous avons décidément condamné les divagations sur la nécessité de transmettre des mains de la Révolution russe à celles de la contre-révolution chinoise l'outil si important qu'est l'Est-chinois. Nous avons rappelé le devoir élémentaire du prolétariat international de défendre dans ce conflit la République des Soviets contre la Chine bourgeoise et tous ses instigateurs et alliés possibles. Mais, d'autre part, il est tout à fait clair que le prolétariat de l'U.R.S.S. qui a dans ses mains le pouvoir et l'armée, ne peut pas exiger que l'avant-garde du prolétariat chinois se mette d'un coup en guerre contre Tchang-Kaï-Chek, c'est-à-dire qu'elle emploie le moyen que le gouvernement des Soviets lui-même ne trouve pas possible, et avec raison, d'appliquer.

Si entre l'U.R.S.S. et la Chine, ou pour mieux dire entre l'U.R.S.S. et les protecteurs impérialistes de la Chine, la guerre avait commencé, le devoir des communistes chinois serait de transformer, dans le plus court délai, cette guerre en guerre civile. Mais, même dans ce cas, le déclenchement de la guerre civile devrait être subordonné à la politique révolutionnaire générale, et encore les communistes chinois ne pourraient-ils pas s'engager arbitrairement et à n'importe quel moment sur la voie de l'insurrection ouverte, mais seulement après s'être assurés du soutien nécessaire des masses ouvrières et paysannes.

Mais quelle est la perspective qui s'ouvre devant cette rébellion de communistes chinois isolés, aujourd'hui en l'absence de la guerre et de la révolution ? La perspective d'un écrasement terrible et d'une dégénérescence aventureuse des débris du Parti communiste. Il faut cependant le dire nettement. Les calculs basés sur l'aventure de guérillas correspondent tout à fait à la nature générale de la politique stalinienne. Il y a deux ans, Staline attendait beaucoup, pour la sécurité de l'Etat soviétique, de l'alliance avec les impérialistes du Conseil général des trade-unions britanniques. Aujourd'hui, il est tout à fait capable d'escompter qu'une rébellion des communistes chinois, même sans aucun espoir, pourrait apporter dans une situation précaire quelque " profit ". Dans le premier cas, le calcul était grossièrement opportuniste, dans le second ouvertement aventureux ; mais dans les deux cas, le calcul est fait indépendamment des tâches générales du

mouvement ouvrier mondial, contre ces tâches et au détriment des intérêts justement compris de la République soviétique.

Nous n'avons pas à notre disposition toutes les données nécessaires pour une conclusion définitive. C'est pourquoi nous demandons : Que se passe-t-il en Chine ? Qu'on l'explique ! Le communiste qui ne posera pas cette question à lui-même et à la direction de son Parti sera indigne du nom de communiste. La direction qui voudrait rester prudemment à l'écart, pour, dans le cas d'une défaite de la guérilla chinoise, s'en laver les mains et rejeter les responsabilités sur le Comité central du Parti communiste chinois, une direction pareille se déshonorerait – pas pour la première fois, c'est vrai – par le crime le plus abominable envers les intérêts de la révolution internationale.

Nous demandons : Que se passe-t-il en Chine ? Et nous reposerons cette question autant de fois qu'il sera nécessaire pour qu'on soit contraint de nous répondre.

Lettre à G. Rosenthal

12 novembre 1929

Cher camarade Gérard

J'ai reçu hier votre lettre du 5/11 avec les statistiques électorales. Je vous remercie très chaleureusement. Maintenant je suis armé.

Je vous ai envoyé hier une lettre officielle qui nécessite des commentaires. Je ne crois pas que Rieder entrera dans mes vues et consentira à accepter mes conditions pour le rajustement du traité, ses profits, surtout des droits européens, doivent être bien importants, en tout cas bien supérieurs aux honoraires d'autour que je suis prêt à lui sacrifier. Mais si vous trouvez cela possible, vous pourrez peut-être tout simplement montrer à Rieder la lettre que je vous ai écrite hier afin qu'il comprenne un peu comment j'envisage la situation et comment je serais heureux de me libérer de ses étreintes.

Le dernier numéro de la Lutte de Classes est très intéressant. Le leader, la déclaration sur le conflit sino-russe sont des articles bons et solides. La polémique contre Louzon est excellente. Dans l'article sur le mouvement anglais il y a un malentendu théorique. L'auteur dit : "Les capitalistes qui vendent aux salariés leurs produits regagnent de la main gauche ce qu'ils ont offert de la main droite. Dans ces conditions le profit est impossible et le capital pour apaiser..." Il découle de cela que le profit n'est pas créé dans la production, mais dans le commerce. Même si la société n'était composée que de capitalistes et d'ouvriers, sans commerce extérieur, le profit existerait.

La réponse à l'enquête est beaucoup moins satisfaisante. On cherche trop de possibilités de trouver des points d'accord avec des confusionnistes absolus.

Je ne pourrais signer non plus l'affirmation d'A. A. "que le mouvement des nouvelles minorités syndicales de la G.G.T.U. procède d'une réaction spontanée très saine contre les erreurs du parti communiste..." Cette réaction dans son ensemble n'est ni plus ni moins saine que la réaction brandlerienne, qui est dirigée d'ailleurs contre les mêmes erreurs.

Les défauts de la Lutte des classes sont les mêmes que ceux de la Vérité : en dehors du mouvement ouvrier, sans même d'informations intérieures sur ce qui se passe dans le parti et dans la C.G.T.U.

Il est absolument nécessaire d'établir une division du travail régulière entre la Vérité et la Lutte, en assurant à cette dernière, la parution régulière et un caractère théorique.

Avec mes salutations communistes

La crise autrichienne et le communisme

13 novembre 1929

Article traduit du russe (Biulleten Opositsii n° 7, novembre/décembre 1929)

La crise autrichienne est une manifestation particulière de la crise de la démocratie en tant que forme principale de la domination bourgeoise. La trop forte tension de la lutte internationale et de la lutte de classe provoque un court-circuit de la dictature, faisant sauter l'un après l'autre les fusibles de la démocratie. Le processus a commencé à la périphérie de l'Europe, dans les pays les plus arriérés, les maillons les plus faibles de la chaîne capitaliste. Mais il avance de façon irrésistible. Ce qu'on appelle la crise du parlementarisme, c'est l'expression politique de tout le système de la société bourgeoise. La démocratie demeure ou tombe avec le capitalisme. En défendant une démocratie qui se survit, la social-démocratie conduit le développement social dans l'impasse du fascisme.

L'extrême faiblesse de la bourgeoisie autrichienne après la guerre et la révolution et la dépendance économique et politique de l'Autriche qui en résultait, ont été la source de force la plus importante pour la social-démocratie autrichienne. En remplissant sa fonction de sauveur et en consolidant le régime bourgeois, la social-démocratie autrichienne a eu la possibilité de se dissocier dans sa propagande, tant de la bourgeoisie indigène que de la bourgeoisie étrangère (anglaise et américaine). Dans la première période de la stabilisation du régime bourgeois après la révolution, la social-démocratie était l'agent direct du capital étranger. Cela lui a permis non seulement de rejeter la responsabilité de toutes les calamités sur la bourgeoisie nationale mais aussi de prendre par rapport à la bourgeoisie une position qui était en apparence au moins plus indépendante et plus critique que ce n'était possible pour la social-démocratie de tous les pays étrangers sans en exclure l'Allemagne. Au fur et à mesure que se consolidait le régime bourgeois, la social-démocratie pouvait plus fréquemment dénoncer la bourgeoisie nationale qui se contentait d'exécuter les ordres du capital anglo-saxon. En même temps, elle avait pour les ouvriers un argument tout prêt en faveur de l'inviolabilité de la propriété privée : "Naturellement, nous pourrions abattre notre propre bourgeoisie, mais ce n'est pas d'elle qu'il s'agit mais de la bourgeoisie américaine et anglaise".

Les partis bourgeois d'Autriche ont d'autant plus aisément perdu leurs traits distinctifs qu'ils étaient obligés d'être suspendus aux lèvres et à chaque mot du maître anglo-saxon. La social-démocratie joue le même rôle par essence, mais parce qu'elle se base sur les ouvriers, elle est forcée de prendre une attitude d'opposition à l'égard des partis bourgeois. Et c'est seulement cette "opposition" qui lui permet réellement de sauver la bourgeoisie. Nous avons vu des processus et phénomènes semblables en Allemagne aussi. Ils ont beaucoup contribué à l'auto-préservation de la social-démocratie allemande. Mais, du fait que la bourgeoisie allemande était bien plus forte et bien plus indépendante, la social-démocratie allemande était forcée d'être plus franchement et nettement avec elle, de s'y adapter et de faire bloc avec elle, et de prendre une responsabilité directe pour elle devant les masses ouvrières. Cette situation a ouvert de grandes possibilités de développement au parti communiste allemand.

L'Autriche est un petit corps avec une grosse tête. La capitale est aux mains de la social-démocratie qui, cependant avait moins de la moitié des sièges au parlement national (43 %). Cet équilibre instable, qui n'est maintenu que grâce à la politique conservatrice-conciliatrice de la social-démocratie, facilite grandement la position de l'austro-marxisme. Ce qu'elle fait dans le conseil municipal de Vienne suffit à la distinguer des partis bourgeois aux yeux des ouvriers. Et ce qu'elle ne fait pas – c'est-à-dire le plus important – elle peut toujours en rejeter la responsabilité sur les partis bourgeois. Pendant que l'austro-

marxisme dénonce la bourgeoisie dans des articles et des discours, il utilise très adroitement, comme nous l'avons déjà dit, la dépendance internationale de l'Autriche afin d'empêcher les ouvriers de se soulever contre l'ennemi de classe. "A Vienne, nous sommes forts, mais dans le pays, nous sommes encore faibles. En outre, nous avons en face de nous, un maître. Nous devons conserver nos positions à l'intérieur de la démocratie et attendre". Telle est l'idée centrale de la politique austro-marxiste. Tout cela a permis jusqu'à présent que les austro-marxistes jouent le rôle d'aile "gauche" de la IIème Internationale et conservent toutes leurs positions face au parti communiste qui, lui, continue de faire faute sur faute.

La social-démocratie autrichienne a aidé l'Entente à venir à bout de la révolution hongroise, a aidé sa propre bourgeoisie à sortir de la crise d'après-guerre et a créé un asile démocratique pour la petite propriété ébranlée et proche de l'effondrement. Ainsi, à travers toute la période d'après-guerre, elle a été le principal instrument de la domination de la bourgeoisie sur la classe ouvrière.

Mais cet instrument est une organisation indépendante, avec une importante bureaucratie indépendante et une aristocratie ouvrière qui a ses intérêts et ses revendications propres. Cette bureaucratie, chair de la chair de la petite bourgeoisie dans ses idées, ses manières, sa façon de vivre, se base néanmoins sur une classe ouvrière réelle, authentique et vit dans la crainte constante de son mécontentement. Cette circonstance est la principale source de friction et de conflits entre la bourgeoisie et la social-démocratie, c'est-à-dire entre le patron et l'agent local, le commis.

En outre, indépendamment de la façon dont la social-démocratie autrichienne a su enserrer la classe ouvrière dans son réseau serré d'institutions politiques, syndicales, municipales, culturelles et sportives, il est tout à fait clair – et les journées de juillet 1927 l'ont montré avec une particulière clarté – que ces méthodes pacifistes et réformistes seules ne peuvent pas donner à la bourgeoisie les garanties nécessaires.

Ce qui précède explique les fonctions sociales du fascisme autrichien. C'est le second commis de la bourgeoisie distinct du premier et qui lui est très hostile. Les couches inférieures de la social-démocratie sont poussées en avant par un instinct prolétarien, même faussé. Les couches inférieures du fascisme se nourrissent du désespoir de la petite bourgeoisie et d'éléments déclassés dont l'Autriche regorge. Les dirigeants de la social-démocratie tiennent en échec l'instinct de classe du prolétariat par les mots d'ordre et institutions de la démocratie. Les dirigeants du fascisme ouvrent un espoir à la petite-bourgeoisie décadente, lui offrant un espoir de salut par un coup d'Etat après lequel "le marxisme" ne sera désormais plus capable d'empêcher la bonne marche de l'agriculture, du commerce et des professions libérales.

Nous avons ainsi en Autriche la réfutation classique de la théorie philistine selon laquelle le fascisme est né du bolchevisme révolutionnaire. Le fascisme commence à jouer un rôle d'autant plus important dans un pays donné que la contradiction entre la politique de la social-démocratie en tant que parti de masse et les besoins urgents développement historique devient plus évidente et insupportable. En Autriche, comme partout ailleurs, le fascisme apparaît comme le complément nécessaire de la social-démocratie, est nourri par elle et parvient au pouvoir avec son aide.

Le fascisme est l'enfant légitime de la démocratie formelle de l'époque de la décadence. En Autriche, les principes de démocratie ont été portés à un point d'absurdité avec une netteté particulière. La social-démocratie est à quelques points de la majorité. On pourrait dire cependant – et ce ne serait pas un paradoxe, mais la vérité toute nue – que l'immobilité politique de la social-démocratie autrichienne repose non sur les 43 % des voix qu'elle a, mais sur les 7 % qui lui manquent pour avoir la majorité. Les fondements du capitalisme resteraient inviolables même si les social-démocrates autrichiens remportaient la majorité. Mais une telle victoire n'est nullement garantie. C'est stupide de penser que toutes les questions peuvent être réglées par la propagande.

Si on part des prémisses que la vie en Autriche continuera dans le cadre de la démocratie à l'avenir, il n'y a rien qui nous permette de conclure qu'un jour dans les prochaine vingt-cinq à cinquante ans, la

social-démocratie autrichienne obtiendra inévitablement une majorité. La vie économique de toute l'Europe capitaliste est menacée sérieusement par les Etats-Unis et les autres pays au-delà des mers. La décomposition économique de l'Autriche qui est absolument inévitable dans cette perspective de développement pacifique, conduira plus vraisemblablement à une perte de voix qu'à des gains pour la social-démocratie. En conséquence, conformément à la logique de la démocratie, en dépit du fait que la poursuite de la domination bourgeoise voue la nation à la stagnation et au déclin culturel, en dépit du fait que l'écrasante majorité du prolétariat, la colonne vertébrale de la nation, tente de passer au socialisme, cette transition est inacceptable parce qu'un petit pourcentage de l'électorat, le plus arriéré, le moins éclairé, le plus dépravé, se tient à l'écart de la lutte, végète dans une obscurité sans idées et est prêt au moment crucial à donner ses voix et ses poings au fascisme.

La démocratie a atteint le point d'absurdité totale. A l'époque de la croissance ferme et organique du capitalisme, accompagnée par et liée aux différenciations de classe systématiques de la nation, la démocratie jouait un rôle historique majeur, y compris celui de l'éducation du prolétariat. Son plus grand rôle était en Europe. Mais à l'âge de l'impérialisme qui en Europe est avant tout celui de sa décadence, la démocratie est arrivée dans une impasse. C'est pourquoi nous voyons en Autriche, où la constitution a été faite par les social-démocrates, où la social-démocratie détient des positions d'une exceptionnelle importance, contrôlant la capitale et où, par conséquent, nous devrions découvrir des formes de transition du capitalisme au socialisme dans leur expression la plus achevée, nous découvrons au contraire que la politique est gouvernée d'une part par des bandes d'agresseurs fascistes et de l'autre par des détachements en retraite d'ouvriers social-démocrates à moitié armés, tandis que le rôle de grand chef d'orchestre de cette démocratie est joué par un ancien fonctionnaire de police de l'école Habsbourg [1].

Le fascisme est le second fondé de pouvoirs de la bourgeoisie. Comme la social-démocratie, et même dans une mesure plus grande, le fascisme a sa propre armée, ses propres intérêts et sa propre logique de mouvement. Nous savons que, pour sauver et consolider la société bourgeoise, le fascisme en Italie a été obligé d'entrer en conflit violent non seulement avec la social-démocratie mais avec les partis traditionnels de la bourgeoisie. On peut observer la même chose en Pologne. Il ne faudrait pas imaginer que toutes les agences de la bourgeoisie et de son règne fonctionnent en harmonie complète. Heureusement il n'en est pas ainsi. L'anarchie économique est doublée par l'anarchie politique. Le fascisme, nourri par la social-démocratie, est obligé de lui casser la tête pour arriver au pouvoir. La social-démocratie autrichienne fait tout ce qu'elle peut pour faciliter aux fascistes cette opération chirurgicale.

Il est difficile de s'imaginer non-sens plus concentré que les arguments d'Otto Bauer sur le caractère inadmissible de la violence sauf pour la défense de la démocratie existante.

Traduit dans le langage des classes, cet argument signifie que la violence est permise pour garantir les intérêts de la bourgeoisie, organisée en Etat, mais qu'elle est interdite pour l'établissement d'un Etat prolétarien.

Il y a une formule juridique attachée à cette théorie. Bauer remâche les vieilles formules de Lassalle sur la loi et la révolution. Mais Lassalle parlait d'un procès. Là, son argument était pertinent. Mais la tentative de transformer un duel juridique avec le procureur en une philosophie du développement historique n'est rien qu'un subterfuge de lâcheté. Selon Bauer, l'usage de la violence n'est permis qu'en réponse à un coup d'Etat déjà accompli, quand la "loi" n'a plus désormais aucune base, mais elle est interdite vingt-quatre heures avant, pour l'empêcher. Il trace le long de cette ligne la démarcation entre austro-marxisme et bolchevisme, comme s'il s'agissait de deux écoles de droit criminel. En réalité, la différence réside dans le fait que le bolchevisme cherche à renverser le règne bourgeois tandis que la social-démocratie cherche à l'éterniser. Il ne peut y avoir de doute que s'il y avait un coup d'Etat, Bauer déclarerait : "Nous n'avons pas appelé les ouvriers à prendre les armes contre les fascistes quand nous avions des organisations puissantes, une presse légale, 43 % des députés et la municipalité de Vienne,

quand les fascistes étaient des bandes anti-constitutionnelles s'en prenant à la loi et à l'ordre. Comment pourrions-nous le faire maintenant que les fascistes contrôlent l'appareil d'Etat et se basent sur de nouvelles lois qu'ils ont faites eux-mêmes ; quand nous avons été privés de tout, mis hors la loi et que nous n'avons aucune communication avec les masses (lesquelles sont évidemment découragées, déçues et sont passées en masse au fascisme) ? Un appel à un soulèvement armé maintenant ne pourrait être l'œuvre que d'aventuristes criminels ou de bolcheviks". En tournant ainsi à 180° sur leur philosophie, les austro-marxistes demeureraient simplement cent pour cent fidèles à eux mêmes.

Dans sa bassesse réactionnaire, le mot d'ordre du "désarmement intérieur" dépasse tout ce que nous avons entendu jusqu'à présent de la social-démocratie. Ces messieurs prient les ouvriers de désarmer en face de l'Etat bourgeois armé. Les bandes de fascistes sont après tout que les corps auxiliaires de la bourgeoisie : dissous aujourd'hui, ils peuvent être rappelés à tout instant et armés deux fois plus qu'à présent. Quant aux ouvriers, si la social-démocratie passe par l'Etat bourgeois pour les désarmer, personne ne les réarmera. La social-démocratie a peur naturellement des armes des fascistes. Mais elle n'a guère moins peur des armes aux mains des ouvriers. Aujourd'hui la bourgeoisie a encore peur de la guerre civile, d'abord parce qu'elle n'est pas sûre de son issue, ensuite parce qu'elle ne veut pas de troubles économiques. Le désarmement des ouvriers est une assurance pour la bourgeoisie contre la guerre civile et augmente ainsi au maximum les chances d'un coup fasciste.

La revendication du désarmement intérieur de l'Autriche est une revendication des pays de l'Entente, d'abord la France et en deuxième lieu la Grande-Bretagne. L'officieux journal français *Le Temps* explique sévèrement à Schober [2] que le désarmement intérieur est nécessaire à la fois dans l'intérêt de la paix internationale et de la propriété privée. Dans un discours aux Communes, Henderson a développé le même thème. Défendant la démocratie autrichienne, il défendait le traité de Versailles. Ici, comme dans toutes les questions importantes, la social-démocratie autrichienne sert simplement de courroie de transmission pour la bourgeoisie des pays vainqueurs.

La social-démocratie est incapable de prendre le pouvoir et ne veut pas le prendre. La bourgeoisie trouve cependant que discipliner les ouvriers par son agence social-démocrate lui coûte beaucoup trop cher. La bourgeoisie dans son ensemble a besoin du capitalisme pour tenir en échec la social-démocratie et, en cas de besoin, l'éliminer. Le fascisme veut prendre le pouvoir et il est capable de s'en emparer. Une fois au pouvoir, il n'hésiterait pas à le mettre entièrement au service du grand capital. Mais c'est la route vers des convulsions sociales et coûte également très cher. C'est ce qui explique les hésitations de la bourgeoisie et les conflits entre ses différentes couches et c'est ce qui détermine la politique qu'elle poursuivra vraisemblablement dans la période qui vient : utiliser les fascistes pour obliger les social-démocrates à aider la bourgeoisie à réviser la constitution de façon à combiner les avantages de la démocratie et du fascisme – fascisme pour le fond, démocratie pour la forme – et ainsi à se libérer des exorbitantes dépenses des réformes démocratiques, tout en évitant si possible celles d'un coup fasciste.

La bourgeoisie va-t-elle réussir dans cette voie ? Elle ne peut réussir complètement, ni pour une période prolongée. En d'autres termes, la bourgeoisie ne peut pas établir un régime qui lui permettrait de se reposer pacifiquement sur les ouvriers ou la petite bourgeoisie ruinée, sans avoir à faire face aux dépenses des réformes sociales ou aux convulsions de la guerre civile. Les contradictions sont trop grandes. Elles exploseront de nouveau et forceront les événements dans un sens ou un autre.

De toute façon, la "démocratie" autrichienne est condamnée. Après son actuelle attaque d'apoplexie, elle peut bien entendu se remettre et vivre encore un certain temps en traînant la jambe et en pouvant à peine bouger sa langue. Il est possible qu'une deuxième attaque survienne avant sa chute. Mais son sort est fixé.

L'austro-marxisme est entré dans une période de l'histoire où il doit payer pour ses péchés passés. La social-démocratie, ayant sauvé la bourgeoisie du bolchevisme, aide aujourd'hui la bourgeoisie à se sauver de la social-démocratie elle-même. Ce serait parfaitement absurde de se fermer les yeux devant

le fait que la victoire du fascisme impliquerait non seulement l'extermination physique de la poignée de communistes, mais aussi l'écrasement impitoyable de toutes les organisations et bases de soutien de la social-démocratie. A cet égard, comme à bien d'autres, la social-démocratie ne fait que rééditer l'histoire du libéralisme dont il est l'enfant tardif. Plus d'une fois dans l'histoire, les libéraux ont aidé la réaction féodale à triompher des masses populaires seulement pour être à son tour écartée par la réaction.

Tout se passe comme si l'histoire s'était assignée la tâche spéciale de trouver les formes les plus vivantes pour réfuter les pronostics et les directives de l'I.C. depuis 1923.

Il en est ainsi de son analyse de la situation révolutionnaire en Allemagne en 1923 ; de son estimation du rôle mondial de l'Amérique et de l'antagonisme anglo-américain ; du cours qu'elle a tracé pour une montée révolutionnaire en 1924-1925; de son idée des forces motrices et des perspectives de la révolution chinoise en 1925-1927; de son évaluation du syndicalisme britannique en 1925-1927; de sa ligne sur l'industrialisation et le koulak en U.R.S.S., et ainsi de suite sans fin. Aujourd'hui, l'appréciation de la "troisième période" et du social-fascisme connaît le même sort. Moscou a découvert que la France est "aux premiers rangs de la montée révolutionnaire". Mais en réalité, de tous les pays d'Europe, c'est en Autriche que l'on trouve la situation la plus révolutionnaire et là – c'est le fait le plus significatif de tous – le point de départ pour de possibles développements révolutionnaires n'est pas la lutte entre communisme et "social-fascisme", mais le heurt entre social-démocratie et fascisme. En présence de ce fait, l'infortuné parti communiste autrichien se trouve dans une impasse complète.

Car en réalité, le heurt entre la social-démocratie et le fascisme est le fait essentiel de la politique autrichienne aujourd'hui. La social-démocratie bat en retraite et cède sur toute la ligne, rampant sur le ventre, pleurant et cédant une position après l'autre. Mais le conflit n'est pas moins réel puisque, de ce fait, c'est la tête de la social-démocratie qui est en jeu.

Une avancée ultérieure des fascistes peut – et doit – pousser les ouvriers social-démocrates et même une fraction de l'appareil social-démocrate bien au-delà des limites que leur ont fixées les Seitz [3], Otto Bauer et autres. Exactement comme des situations révolutionnaires se sont plus d'une fois développées à partir du conflit entre libéralisme et monarchie, qui devait ultérieurement dépasser les deux adversaires, de même, à partir de la collision entre la social-démocratie et le fascisme – ces deux agents antagonistes de la bourgeoisie – une situation révolutionnaire peut se développer qui les débordera dans les jours suivants.

Un révolutionnaire prolétarien à l'époque des révolutions bourgeoises qui était incapable d'analyser et de comprendre le conflit entre les libéraux et la monarchie et qui mettait tous ces gens dans le même sac au lieu d'utiliser de façon révolutionnaire le conflit entre eux – un tel révolutionnaire ne valait rien. Un communiste qui, aujourd'hui, est placé devant le conflit entre le fascisme et la social-démocratie et essaie simplement de le couvrir par la simple formule du social-fascisme, sans aucun contenu, un tel communiste est également bon à rien.

Une position de ce genre – politique braillarde et gauchisme creux – bloque d'avance la route du parti communiste aux travailleurs social-démocrates et donne une nourriture riche à la droite du camp communiste. Une des raisons pour le renforcement de la droite est que, dans ses critiques, elle touche aux blessures les plus évidentes et indiscutables du communisme officiel. Plus le parti se révèle incapable d'accéder aux ouvriers social-démocrates, plus il est facile pour l'Opposition de droite de trouver une voie vers l'appareil social-démocrate.

Le refus de reconnaître ou l'incapacité de comprendre la nature des crises révolutionnaires, le minimalisme politique, la perspective de la préparation indéfinie – tels sont les principaux traits de la politique de la droite. Ils sont voués à se faire plus sentir aux moments où la direction de l'I.C. essaie de créer artificiellement par des moyens administratifs une situation révolutionnaire. La droite a soutenu la politique opportuniste dans les périodes les plus révolutionnaires en Allemagne, en Chine et en Angleterre. Ils améliorent leur réputation par leur critique de l'aventurisme bureaucratique de façon à

pouvoir plus tard une fois de plus servir de frein au moment décisif.

La politique des centristes, qui ont pris le mors aux dents et deviennent fous, non seulement nourrit la droite, mais apporte de l'eau au moulin de l'austro-marxisme. Rien ne peut sauver la social-démocratie autrichienne dans la période qui vient – sauf la politique fausse du communisme officiel.

Que signifie exactement "social-fascisme" ? Quelles que soient les subtilités improvisées par ces théoriciens à la manque, ils ne peuvent répondre à cette question autrement que par l'affirmation que la social-démocratie est prête à défendre les fondements du règne de la bourgeoisie et ses propres positions dans le régime bourgeois en utilisant la force des armes contre les ouvriers. Mais n'est-ce pas le trait commun de tous les partis "démocratiques" sans exception ? Avons-nous jamais pensé ou dit que la démocratie était le règne de la paix sociale ? Est-ce que Kerensky et Tséretelli [4] n'ont pas écrasé les paysans et les ouvriers dans la lune de miel de la révolution démocratique ? Est-ce que les radicaux français n'ont pas utilisé la force armée contre les grévistes à la fois avant et après la guerre ? Est-ce que l'histoire du règne du parti républicain et démocrate aux Etats-Unis n'est pas celle de la sanglante répression contre les grévistes ? Si tout cela, c'est le fascisme, alors l'histoire de la société de classe est l'histoire du fascisme. Dans ce cas, il y a autant de variétés de fascisme qu'il y a de partis bourgeois : fascistes libéraux, fascistes nationaux, etc. Mais alors quel sens a cette définition du fascisme ? Aucun. Elle est tout simplement le synonyme criard de la violence de classe.

En août 1914, nous avons appelé social-impérialisme la social-démocratie. Nous voulions dire par là que la social-démocratie est une forme particulière de l'impérialisme adaptée à la classe ouvrière. Son impérialisme unit la social-démocratie à tous les partis de la bourgeoisie sans exception. Son "socialisme" la distingue de ces partis. Le social-impérialisme la définit dans son ensemble.

Mais le fascisme, à moins qu'on souhaite jouer absurdement avec les mots n'est nullement un trait caractéristique de tous les partis bourgeois. Il constitue plutôt un parti bourgeois spécifique, propre à certaines tâches et circonstances, opposé aux autres partis bourgeois et plus nettement précisément à la social-démocratie.

On peut essayer d'objecter que l'hostilité entre les partis bourgeois est très relative. Ce n'est pas seulement vrai, c'est un truisme qui ne nous fait pas faire un pas de plus. Le fait que tous les partis bourgeois, du fascisme à la social-démocratie, ont placé la défense du règne de la bourgeoisie avant leurs divergences programmatiques n'élimine pas les divergences entre ces partis ou leur lutte l'un contre l'autre, ou notre devoir d'utiliser cette lutte.

La social-démocratie autrichienne, plus que tout autre parti de la IIème Internationale, est intimement liée à la classe ouvrière. Pour cette seule raison, la développement de la crise révolutionnaire dans ce pays présuppose une série de profondes crises internes dans le parti social-démocrate. En Autriche, où la différenciation est tardive, il n'est pas exclu en particulier qu'un parti "indépendant" puisse naître d'une scission du parti officiel et créer immédiatement, comme en Allemagne, une base de masse possible pour le parti communiste. Cette variante n'est pas inévitable mais parfaitement possible vu les circonstances. La perspective d'une éventuelle scission dans la social-démocratie sous l'impact direct d'une crise révolutionnaire ne peut nullement impliquer une attitude plus modérée à l'égard des futurs "indépendants" ou "indépendants" potentiels, de la part des communistes. La nécessité de dénoncer implacablement les "gauches" du type Max Adler [5] ou des modèles plus récents, n'a pas besoin d'être démontrée.

Mais il serait désastreux de ne pas prévoir que, dans la lutte contre le fascisme, un rapprochement est inévitable entre le parti communiste et la masse des ouvriers social-démocrates lesquels continuent à se sentir et à se considérer comme social-démocrates. C'est le devoir direct du parti communiste que de critiquer le caractère bourgeois de la social-démocratie devant son audience, de montrer à ces travailleurs que la politique social-démocrate est la politique de capitulation devant le fascisme. Plus sévère devient la crise, plus profondément la critique communiste sera confirmée par l'expérience des masses. Mais identifier la social-démocratie et le fascisme alors que les ouvriers social-démocrates ont

une haine mortelle du fascisme et que les dirigeants le craignent mortellement, signifie agir en contradiction avec les véritables rapports politiques, inculquer aux masses la méfiance du communisme et renforcer le lien entre les masses et leurs dirigeants.

Il n'est pas difficile de prévoir que le fait de mettre dans le même sac la social-démocratie et le fascisme crée un nouveau danger, celui d'idéaliser la social-démocratie de gauche quand cette dernière s'approche d'une confrontation plus sérieuse avec le fascisme. L'expérience historique l'a déjà démontré. Il faut rappeler que l'identification de la social-démocratie avec le fascisme, proclamée pour la première fois au funeste Vème congrès de l'I.C. a trouvé sa nécessaire antithèse dans la capitulation devant Purcell [6], devant Pilsudski, devant Tchiang Kaï-chek, devant Pladic et devant LaFollette. Tout cela était tout à fait conforme aux lois de la politique. Celui qui identifie l'aile d'extrême gauche de la société bourgeoise avec son aile d'extrême-droite, l'austro-marxisme avec le fascisme, pave la voie pour la capitulation du parti communiste devant la social-démocratie de gauche au moment le plus critique.

La question est intimement liée aux mots d'ordre à long terme de la classe ouvrière autrichienne : soviets députés ouvriers et dictature du prolétariat. De façon générale, ces deux mots d'ordre sont étroitement liés. La formation de soviets ne se conçoit que dans les conditions d'une situation révolutionnaire, un turbulent mouvement de masse avec un rôle important grandissant du parti communiste, c'est-à-dire les conditions qui précèdent ou accompagnent la conquête du pouvoir par le prolétariat.

Mais en Autriche plus que dans tout autre pays, la possibilité demeure non seulement que le mot d'ordre des soviets puisse ne pas concorder avec celui de dictature du prolétariat, mais qu'ils soient opposés l'un à l'autre, c'est-à-dire que les soviets soient transformés en bastion contre la dictature du prolétariat. C'est d'autant plus important de le comprendre et de le prévoir que les épigones (Zinoviev, Staline et autres) ont fait un vulgaire fétiche du mot d'ordre des soviets se substituant à une forme d'organisation au contenu de classe,

Il n'est pas du tout exclu que, sinon à l'étape présente de la lutte, du moins à la prochaine, la social-démocratie autrichienne soit obligée de prendre la tête d'une grève générale (comme l'a fait le conseil général britannique des syndicats en 1926) et même de sanctionner la formation de soviets afin de conserver plus sûrement la direction entre ses propres mains.

Naturellement ce serait lié à une crise de plus ou moins grande ampleur dans le parti. Il faudrait sortir de leur retraite Friedrich Adler [7] et autres. Max Adler ou quelqu'un de plus à gauche encore assurerait une fois de plus que les soviets plus la démocratie pourraient donner naissance à un type combiné d'Etat et nous épargner ainsi la nécessité de prendre le pouvoir et établir la dictature. Non seulement les ouvriers social-démocrates mais même les ouvriers communistes, habitués à entendre quotidiennement expliquer que la social-démocratie et le fascisme sont jumeaux, seraient pris à l'improviste par une telle phase du développement de la lutte entre social-démocratie et fascisme. Et pourtant elle ne signifierait qu'un système plus complexe, plus combiné pour la trahison par la social-démocratie des intérêts du prolétariat. Car sous la direction des austro-marxistes, les soviets ne seraient pas des organes de la lutte prolétarienne pour le pouvoir mais un instrument pour retenir le prolétariat de toute tentative de s'emparer de l'Etat.

En Allemagne, une telle tentative, au moins à une grande échelle, n'est plus possible parce que le parti communiste représente une force trop importante. Il en va tout autrement en Autriche. Si les événements se déroulent rapidement, le point culminant peut être atteint bien avant que le parti communiste puisse sortir de son isolement et de sa faiblesse. Les soviets aux mains des austro-marxistes pourraient servir de mécanisme leur permettant de frustrer pour la deuxième fois le prolétariat d'une situation révolutionnaire et de sauver ainsi une fois de plus la société bourgeoise, avec l'inévitable résultat de l'avènement d'un fascisme déclaré. Inutile de dire que dans ce cas, les côtes même de la social-démocratie se feraient écraser sous les bottes du fascisme. La politique ignore la reconnaissance.

Les mots d'ordre de soviets et de dictature du prolétariat n'ont qu'une signification propagandiste en Autriche pour le moment. Non que l'Autriche soit très éloignée d'une situation révolutionnaire, mais parce que le régime bourgeois en Autriche est équipé d'un important système de tuyaux et soupapes de sécurité, sous la forme de la social-démocratie. Contrairement aux bavards et aux phraseurs, la tâche du parti communiste autrichien actuellement n'est pas d'"armer" (avec quoi ?) les masses (lesquelles ?) et de les conduire à la "lutte finale", mais plutôt d'"expliquer patiemment" (comme disait Lénine en avril 1917 !). Le succès d'un tel travail de propagande peut s'avérer d'autant plus rapide et puissant que le parti communiste comprend ce qui se passe sous ses yeux.

C'est pourquoi la première chose à faire est de se débarrasser de la formule insensée, pleine d'arrogance et vide de contenu, qui identifie la social-démocratie au fascisme.

L'expérience de 1918-1919 et le rôle des social-démocrates dans le système des conseils ouvriers doit être rappelée aux communistes autrichiens.

Le "désarmement intérieur" doit être combattu et il faut y opposer l'appel à l'armement des ouvriers. Ce mot d'ordre est beaucoup plus immédiat et important que l'appel aux soviets et la dictature du prolétariat. L'affirmation que Bauer est un fasciste ne sera pas comprise par les ouvriers. Mais dire que Bauer veut une fois pour toutes désarmer les ouvriers et ainsi les livrer aux fascistes – cela peut parfaitement être compris, parce que correspondant à l'expérience politique des ouvriers.

Personne ne peut penser qu'il soit possible de compenser le manque de force par des cris, des hurlements et des phrases radicales. Il faut arrêter de faire entrer le cours réel du développement dans les formules schématiques à bon marché de Staline et de Molotov. Il faut faire comprendre qu'aucun des deux ne comprend rien à rien. Le premier pas vers la renaissance du parti devrait être la réadmission de l'Opposition de gauche. Mais, en Autriche comme ailleurs, il est clair que quelques leçons supplémentaires de l'histoire sont nécessaires avant que le communisme trouve la voie juste. C'est la tâche de l'Opposition de préparer le chemin pour ce changement. Peu importe la faiblesse numérique de l'Opposition de gauche en comparaison du parti communiste, ses fonctions sont toujours les mêmes : faire un travail de propagande et expliquer patiemment. Il ne reste qu'à souhaiter que l'Opposition communiste autrichienne réussisse au cours de la prochaine période à mettre sur pied une publication régulière – un hebdomadaire si possible – qui puisse faire le travail de propagande tout en suivant les événements.

La création d'un organe de ce genre exige de gros efforts. Mais c'est une tâche qui ne peut pas être repoussée. C'est pourquoi il faut le faire.

Notes

[1] Trotsky fait ici allusion à Schober, voir note 2

[2] Johann Schober (1874-1932), ancien haut fonctionnaire de la police impériale des Habsbourg, chef de la police de Vienne en 1914 puis 1924, était pour la seconde fois Chancelier d'Autriche depuis le mois de septembre.

[3] Karl Seitz (1869-1950) social-démocrate, social-patriote pendant la guerre, ancien président de la République, était bourgmestre de Vienne.

[4] I. G. Tseretelli (1882-1959) menchevik géorgien était ministre dans le Gouvernement provisoire.

[5] Max Adler (1873-1937) fut un des théoriciens "de gauche" de l'austro-marxisme.

[6] Purcell était le représentant britannique dans le comité syndical anglo-russe et Tchiang Kai-chek le chef du Guomindang auquel le P.C. s'était subordonné. Les communistes polonais avaient été favorables en 1926 au coup d'Etat du maréchal Jozef Pilsudski, (1867-1935). Ils avaient accepté dans l'Internationale paysanne le leader du parti paysan croate Stepan Radjl (1871-1928) et les communistes américains avaient flirté avec le sénateur "progressiste" Robert M. LaFollette (1855-1925).

[7] Friedrich Adler (1879-1960), meurtrier du premier ministre pendant la guerre, leader de l'aile gauche, était devenu secrétaire de l'Internationale ouvrière et socialiste. Il était en retrait de la politique autrichienne. Il était le fils du leader historique du parti social-démocrate Victor Adler.

[Lettre à Frank]

13 novembre 1929

Lettre à J. Frank.

Prinkipo, le 13 novembre 1929

Cher Esquire,

Nous avons reçu votre télégramme et votre lettre de vœux. Nous nous efforcerons d'accomplir tout ce que vous nous souhaitez. Dans 25 ans exactement, nous mourrons, en ayant tout parfaitement planifié !

Je vous envoie un article consacré à l'Autriche. Cet article constitue en même temps un chapitre de ma brochure sur la troisième période. Je vous prie de vous occuper de la traduction de cet article. Confiez la traduction à Frey, et envoyez-la à Landau. Bien entendu, je compte toujours que vous allez vous rendre à Berlin : tous les problèmes sont restés là-bas en suspens, or il faut absolument prendre une décision, dans un sens ou dans un autre.

Je mets beaucoup d'espoirs dans votre collaboration avec Frey et dans la création d'un hebdomadaire à Vienne. Le moment est favorable. Cela nous permettrait peut-être d'attendre encore avant de lancer un hebdomadaire à Berlin. Je vous ai d'ailleurs déjà exposé tout cela en détails. Je m'en tiens aujourd'hui à ces quelques mots.

Lettre à Rosmer

20 novembre 1929

Prinkipo, le 20 novembre 1929

Cher ami,

Je m'adresse cette fois à vous pour une demande tout à fait extraordinaire.

Le camarade R[anc] est témoin que j'ai pris hier un poisson qui pesait environ 10 kilos. Mais cette pêche, qui est la plus intéressante, ressemble à une loterie parce que les ficelles italiennes - les seules qu'il soit possible de trouver à Constantinople - se coupent facilement et les plus grosses pièces se libèrent... au grand désespoir du pêcheur. Il me faut en somme non une ficelle fasciste, mais une ficelle honnête, démocratique, c'est-à-dire britannique. Le plus simple serait de la commander en Angleterre, mais vous connaissez suffisamment les règles des douanes turques (histoire du Larousse). Or il ne me reste qu'à vous demander d'acheter vous-même ou par l'intermédiaire d'un pêcheur savant et rapide 200 ou 300 mètres de ficelle anglaise.

Ses caractéristiques : ficelle de lin très fine et extrêmement solide qu'on emploie en tronçons qui sont, d'une part, attachés directement à l'hameçon et, à l'autre bout, à une ficelle plus grosse. Il s'agit donc non de la ligne (corde blanche) mais de la ficelle de lin fine qui relie l'hameçon. Ficelle anglaise.

Comment me l'envoyer ? Tout simplement par lettres recommandées, coupée en tronçons de 10 mètres. Naturellement s'il y a une occasion (Péra)...

Excusez-moi pour cette commission, mais elle est pour moi d'une importance décisive. D'ailleurs M[arguerite] en appréciera les résultats et pourra vous en faire part.

J'ai nommé plus haut Péra (1). Il a tout à fait changé depuis sa première visite. Par le thermomètre de son état d'esprit je puis bien mesurer la situation à la Ligue et à la Révolution prolétarienne. La première fois : " Mais nous sommes aussi communistes, il n'y a pas longtemps que l'on m'a exclu, et puis notre but est tout à fait limité : c'est l'unité syndicale. " Cette fois-ci : " Mais naturellement il faut que quelqu'un dirige les syndicats, mais nous croyons que nous sommes plus capables de le faire que le parti ; c'est à peine si nous pourrions continuer maintenant à nous appeler Syndicalistes Communistes, plutôt Anarchistes. " Les résultats du dernier congrès de la C.G.T.U. et la création d'un hebdomadaire syndical (Le Cri du peuple) ont dû leur monter à la tête.

Note

1. J. Péra était le pseudonyme d'un jeune médecin des Messageries Maritimes, Louis Bercher, qui bourlinguait dans le monde entier et avait déjà rendu visite à Trotsky. Ancien du P.C., son cofondateur en Algérie, membre du groupe de la R. P. il y contribua par d'intéressants articles sur les Indes, l'Australie, etc.

Lettre à Rosmer

21 novembre 1929

Prinkipo, le 21 novembre 1929

Cher ami,

Le hasard veut que ma lettre précédente ait été retenue une journée, ce qui me permet d'y joindre cette seconde lettre, qui contient une nouvelle commission concernant mon livre sur le programme et la politique du Komintern.

Magdeleine Paz va remettre la traduction de ce livre (traduction de Body, je suppose ?) à Rieder. Je vous joins d'ailleurs la copie de sa lettre. Cette traduction nécessite une rédaction soignée et des annotations. Qui pourrait faire ce travail, qui doit être naturellement payé par Rieder ? N'est-il pas possible qu'il soit fait par quelqu'un de l'équipe de La Lutte de Classes ? Peut-être par la camarade Denise, qui est tout à fait douée comme traductrice ? C'est juste qu'elle ne comprend pas le russe, mais peut-être pourrait-elle comparer le texte français avec le texte allemand (misérablement traduit d'ailleurs) ou se faire aider pour les passages difficiles par quelque camarade connaissant le russe, comme Jean-Jacques ou la camarade française ?

La critique française se plaint beaucoup - et avec raison - du manque d'annotations et d'explications pour La Révolution défigurée. J'avais insisté sur la nécessité de pareils commentaires depuis le commencement, mais malheureusement sans succès. Le livre sur le Komintern en exige beaucoup moins que La Révolution défigurée, mais, tout de même, je crois qu'un rédacteur attentif trouvera pas mal de points qui nécessitent quelques commentaires des faits. Je demande de nouveau : qui pourra le faire ? Je ne vois, d'ici tout au moins, personne, sauf l'équipe de La Lutte [de Classes]. Naturellement à condition que Rieder paye ce travail. J'attendrai votre décision, que j'accepte par avance. Je voudrais bien que le livre parût enfin en français !

Si vous voulez connaître ma pensée - mais c'est pour vous seul que je la dis - je crois que ce travail pourrait être fait magistralement par la collaboration de Naville et Denise. Mais je n'ose m'adresser à eux directement sans connaître leurs occupations. Décidez et agissez.

J'ai vraiment des scrupules à vous demander de vous occuper de la ficelle anglaise, mais j'espère bien que ce ne sera pas vous qui vous en occuperez, mais que vous transmettez tout simplement la lettre et la somme nécessaire (que je rendrai ici à M[arguerite]) à quelque jeune que la pêche intéresse.

Comment aider les centristes ? (1)

26 novembre 1929

26 novembre 1929

J'ai reçu une courte lettre d'un camarade qui, apparemment, est dans un état d'esprit de pré-capitulation. Naturellement, il projette ces sentiments sur la majorité des exilés. Sa philosophie est d'"aller à l'aide du centrisme." Sous cette formule retentissante, abstraite, informe, libérale se cache, en fait, un rejet du marxisme. Il y a deux manières d'aider le centrisme dans une période où il se déplace vers la gauche : on peut se dissoudre en lui ou faire un bloc avec lui -- formellement ou officieusement, explicitement ou d'une manière discrète dans le cadre d'un parti unifié régi par discipline, des statuts, etc... Seule la deuxième manière est permise pour un marxiste. La déclaration de Rakovsky est une expression de cette deuxième manière. Elle a fait un long chemin pour rencontrer les centristes, avec des formulations ne traitant de rien d'autre que des choses qui unissent ou peuvent unir l'opposition à eux, actuellement.

Un bloc est-il permis sur un tel terrain ? Dans certaines circonstances, oui. Au nom des buts tactiques immédiats, l'opposition peut temporairement laisser de côté des questions de stratégie, se réservant la droit et le devoir de les réavancer fortement quand les circonstances l'exigeront, même au prix de casser le bloc avec les centristes. Il n'y a aucun opportunisme dans une telle conduite. Elle est tout à fait légitime. Et c'est précisément pourquoi les centristes n'ont pas accepté la déclaration. Ils ont exigé que l'opposition renonce à ses principes théoriques. Les centristes n'ont pas besoin de l'aide tactique de l'opposition autant que de son auto-capitulation stratégique. En cela ils restent totalement fidèles à leur propre ligne stratégique. Seuls les traîtres peuvent conclure un bloc avec eux au prix de la renonciation et de la condamnation de leur propre plateforme. Bien qu'une telle trahison soit en général commise sous le slogan d'"aide au centrisme" en fait elle aide le centrisme, non contre la droite mais contre la gauche -- et seulement contre la gauche. Dans la lutte contre les boukhariniens, de quelle utilité sont aux staliniens Piatakov, Radek, et les autres ? D'aucune. Cependant, ils peuvent être considérablement utiles dans la lutte contre l'opposition de gauche. En revanche, une opposition idéologiquement irréconciliable demeure la meilleure aide aux centristes dans la lutte contre la droite. Nous avons expliqué ces principes plus d'une fois par le passé. Il ne peut y avoir aucun doute que chaque semaine "le maître" menace son Klims [Voroshilov] avec les mots : "nous ne pouvons pas dévier vers la droite en ce moment -- c'est juste ce que les trotskyistes attendent." Demain, si l'opposition devait disparaître, les Voroshilovs et leurs suivants sauteraient en selle sur l'échine des centristes de gauche. Mais ceci, naturellement, n'est pas le critère principal pour nous, il y a d'autres choses un peu plus importantes. Mais cet argument est décisif contre les déserteurs qui trahissent le marxisme, y renoncent, et le maltraitent pour aider le maître contre Baloven (2) ou Klim. Nous n'avons rien à discuter avec de telles inconsistances.

S'il ne reste non pas trois cent exilés fidèles à notre bannière mais cinquante, trente-cinq ou même trois, la bannière restera, la ligne stratégique demeurera, ainsi que notre futur. Salutations à ceux qui sont solides et seulement à eux.

Votre, L.T.

Notes

(1) "comment aider les Centristes." (lettre à des amis d'URSS)

(2) Baloven, qui signifie "animal de compagnie" ou "favori" était le surnom donné par Lénine à

Boukharine, qu'il appelait le "favori du parti" -- (traducteur)